

Brochure traduite en français à partir d'une
brochure de Unrest Collective

© Anti-Copyright. 2012



Unrest Collective

Nous sommes un média collectif disséminant en anglais et indonésien des informations sur les luttes de tou-te-s ceux dont la vie est en train d'être détruite par la civilisation industrialisée, capitaliste. Nous espérons offrir des perspectives alternatives et des moyens de survivre dans un monde devenu fou. Jusqu'à ce que nous soyons tou-te-s libres....
Tetap semangat.

Mail: unrest-collective@riseup.net

Cultiver ou mourir



La lutte en cours de paysan-ne-s en Indonésie contre
l'entreprise minière qui voudrait dévaster leur terre..

Kulon Progo, région de Yogyakarta

Introduction

Ce n'est une surprise pour personne, même pour les gens éloignés de toutes considérations politiques que les entreprises et leurs filiales agissent sans scrupule quand il s'agit de leur objectif final: faire des profits records. Régulièrement, ils agissent ainsi aux dépens des peuples, des cultures, de l'environnement, de la stabilité économique de ceux qui ne sont pas au sommet de leur «chaîne alimentaire», et de tout individu ou chose qui se trouve en travers de leurs chemins. Nous avons vu des forêts détruites, des océans mourir lentement, des rivières et des lacs s'assécher, de plus en plus de terres devenir stériles, tout ceci dans un seul et même but: le pouvoir et la richesse pour quelques uns, la faim et la répression pour le reste d'entre nous.

Un des moyens, pour ces entreprises, de réussir à poursuivre leur quête impitoyable de profit est de déplacer leurs opérations dans des zones «éloignées». Depuis plus de 100 ans, les entreprises ont dépouillées les pays du «tiers monde», ie les pays en voie de développement, de leurs ressources naturelles. L'Indonésie est simplement un des pays les plus récents sur la liste des pays vendus à ces entreprises par le propre gouvernement des populations qui y vivent, dans le but d'y faire du profit.

Mais les populations locales et indigènes d'Indonésie ne veulent simplement plus offrir leurs terres, leurs cultures, leurs moyens de subsistance en sacrifice à des PDG. Beaucoup reconnaissent que perdre leur terre maintenant signifie perdre définitivement leur culture et moyen de subsistance. Les différentes pratiques utilisées par les entreprises pour manipuler, terroriser et prendre de force les terres des populations locales et indigènes sont restées trop longtemps sous silence. Il est temps pour le monde entier de savoir que ce n'est pas qu'une question de terre. C'est une question de culture, de moyens de subsistance volés à plus de 42 000 personnes. C'est la question de les contraindre à une pauvreté oppressante. C'est la question d'exposer des îles entières aux risques de catastrophes naturelles sérieuses et mortelles à cause de l'exploitation minière. Tout ceci pour le profit.

Cette brochure a pour objectif de présenter ces pratiques pour ce qu'elles sont; illégales et corrompues, au mépris de la vie humaine. Nous voulons aussi informer les gens de la lutte en cours, et du combat passionnant des paysans et personnes prêtes à tout

Informations et Contacts:

site web du PPLP: <http://petanimerdeka.tk/>

email du PPLP: petanimerdeka@yahoo.com

vidéos: <http://petanimerdeka.tk/blog/>

site web solidaire australien (en anglais):
<http://kpsolidarity.wordpress.com>

site web info luttes indonésiennes: hidupbiasa.blogspot.com

Envoyer une lettre de protestation et solidarité aux adresses ci dessous.

Faites leur savoir que la communauté internationale ne soutient pas la domination des communautés locales.

L'entreprise minière australienne: <http://www.indomines.com.au>

Ministère des affaires intérieures d'Indonésie (département Dalam Negeri)

adresse du bureau: Jl. Merkada Utara No 7 Jakarta 10110

Téléphone: +62 (21) 345-0058, 384-2222

Fax: +62 (21) 383-&193

Ministère de l'Energie et des Ressources Minérales d'Indonésie

(Departemen Energi dan Sumberdaya Mineral)

adresse du bureau: Jl. Merdeka Selatan 18 Jakarta 10110

Téléphone: +62 (21) 380 4242, 381-3233

Fax: +62 (21) 384-7461

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (HAM) (Departemen

Kehakiman dan Hal Asasi Manusia)

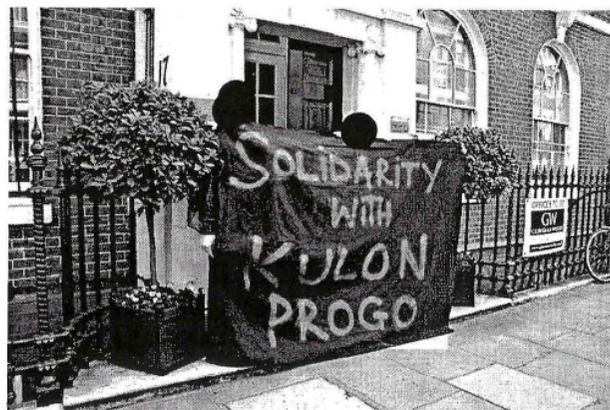
adresse du bureau: Jl. H.R Rasuma Said Kav? 6-7 Kuningan, Jakarta 12940

Téléphone: +62 (21) 525-3004 ex 258, 526-5989

Fax: +62 (21) 526 -3082



manifestation de paysan-nes du PPLP contre les mines



action de solidarité à Londres, Angleterre

perdre, pas seulement leur propriété mais aussi leur indépendance et possiblement, leur vie.

A Kulon Progo, une des nombreuses zones de terres menacées actuellement par des méga sociétés minières, il-l-es risquent aussi de perdre les savoir faire et la capacité à cultiver selon une méthode unique développée depuis les 30 dernières années: cette pratique à faible impact environnemental de culture côtière sera éliminée. Tout ceci serait voué à disparaître suite à une appropriation totalement illégal des terres par la répression, l'intimidation et une violation flagrante des droits humains.

Ce n'est plus simplement la question de paysan-ne-s effrayé-e-s à l'idée de perdre leur moyen de subsistance. Il y a de nombreuses ramifications environnementales, sociales, culturelles, économiques et politiques... Il est temps que nous sachions tout ce qu'il se passe dans la lutte de ces paysan-ne-s et populations locales d'Indonésie contre des entreprises qui cherchent à les écraser sous le poids de leur avidité et de leur industrie.

En solidarité,
Unrest Collective

(toutes les images publiées avant l'impression de cette brochure le sont avec l'autorisation et l'approbation de PPLP-KP)



Les effets courants de l'extraction en Indonésie

Depuis de nombreuses années, l'extraction subventionnée profite des ressources naturelles de l'Indonésie. Mais il semble que les entreprises augmentent leur méthodes violentes et agressives pour atteindre leur objectif de profit. Cela ne signifie pas simplement la destruction totale de l'environnement, de terrains et de maisons des populations locales, mais la violation flagrante des droits humains.

Pour commencer, des dizaines de milliers d'habitant-e-s et d'indigènes ont été déplacées par les entreprises minières en Indonésie. Ces personnes n'ont pas simplement perdu leur terre, mais leurs maisons, leurs ressources en alimentation de base, leurs moyens de gagner un revenu et de soutenir leurs familles et communautés. Ces personnes sont soumises à une pauvreté involontaire et à des conditions de vie non durables.

Là où était une forêt ou une côte fleurie, il s'a maintenant de vastes étendues de paysages lunaires vides et pillés. Des terrains vagues là où il n'y a pas si longtemps, des personnes étaient capables, collectivement, de travailler dur la terre pour survivre et nourrir d'autres personnes.

Sur les îles indonésiennes où des mines sont déjà bien établies, comme à Bornéo, Sumatra, Papua, Nusa, Tenggara, Barat, et Sulawesi, on peut lire des rapports, et même voir la destruction s'étendre kilomètre après kilomètre.

La destruction a laissé des hectares de ces îles exposées aux assauts de catastrophes naturelles comme les tsunamis, et le taux d'érosion est si élevé qu'il n'y a pratiquement aucun espoir de reconstruction, même si les mines quittaient la zone immédiatement. C'est un fait avéré que les tentatives de reconstruire après coup des plages n'arrivent pas à simuler les conditions naturelles.

Ceci a de nombreuses répercussions, pas seulement pour les habitant-e-s et l'environnement de l'Indonésie, mais pour le monde entier. De telles destructions brutes d'hectares de littoraux et de forêts conduisent le monde à un grave manque d'oxygène et à des changements irréversibles du paysage des terres et océans.

Comme nous le voyons partout dans le monde, les entreprises sont prêtes à utiliser tous les moyens nécessaires pour faire du profit. Dans la seule Indonésie, cela signifie extorsion, corruption, intimidation, menace, torture, sabotage, kidnapping, viol, emprisonnement illégal, force brutale

George Junus Aditjondro a mené des recherches à propos des implications de la réforme agricole depuis qu'il s'est impliqué dans l'installation du Sekretariat Bina Desa dans les années 1980. Cet article et déjà été publié auparavant, dans le Sinar Harapan, 31 janvier 2011.

Sources

1. *Kabare*, juillet 2006, pages 60-62
2. *Kabare*, juillet 2007, page 13
3. *Kabare*, juillet 2005, page 25
4. *Kompas*, 11/08/2003; *Kabare*, juin 2006, page 24; *Agrina*, 14/04/2008; *Bernas Cyber News*, 1/08/2008; *Jawa Pos*, 30/07/2009
5. Akte Pendirian / Establishment Letter, PT JMM, 6 octobre 2005
6. *Koran Tempo*, 12/11/2008
7. voir l'Acte de plan spécial de l'état de Yogyakarta, article 12, chapitre VIII



action de solidarité à Melbourne, Australie

via le PPLP (Paguyuban Pateni Kulon Progo/Kulon Progo Seashore Collective), a pris de l'intensité. Le 21 juin 2009, par exemple, 38 camions transportant 5000 fermiers de la côte de Kulon Progo ont voyagé jusqu'à l'université de Gadjah Mada (UGM), pour protester contre les chercheurs en sciences politiques et sociales et en foresterie de l'UGM qui avaient siégé avec la compagnie minière et recommandé la demande de réquisition des terres par la corporation minière.

Plutôt que de mener des recherches au sujet des techniques agricoles révolutionnaires développées par les fermiers de la côte de Kulon Progo, qui ont transformé avec succès la plage de sable noir en terrain fertile pour y cultiver le piment et de nombreuses autres espèces, ces chercheurs de l'UGM ont accepté le plan minier comme s'il était inévitable, malgré le fait que le projet de fusion d'Indo-Australie est contre la loi environnementale et d'aménagement de l'espace de la localité de Kulon Progo.

D'autre part, le plan minier à Kulon Progo montre aussi à quel point est énorme la dépendance des investissements familiaux du palais de Yogyakarta vis à vis de leurs terres féodales, supposées ne plus être considérées comme leurs si les membres de la famille royale respectaient l'UUPA 1960 (acte principal agraire) mis en place par le Sultan Hamengku Bowono IX (le père du Sultan actuel), le 24 septembre 1984. Au lieu de lancer l'agenda de réforme agraire planifié par l'UUPA 1960, les très controversées SG et PAG essaient d'obtenir une légalisation en l'intégrant dans l'acte de planification spécial de l'état de Yogyakarta. (7)

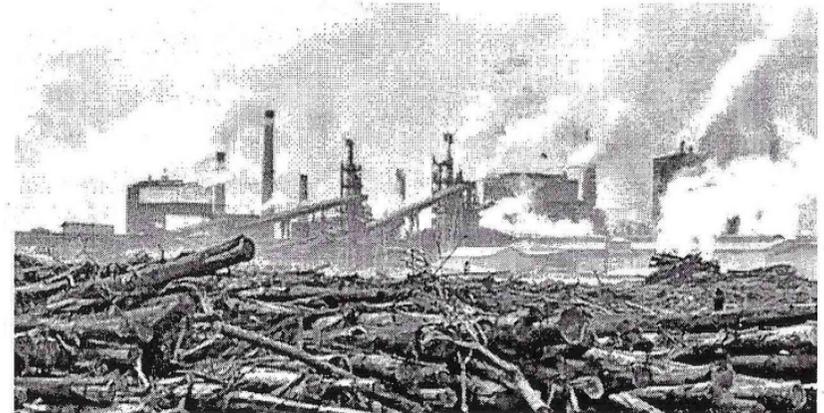
C'est pourquoi la totalité de la fraction de la maison de représentants de la république d'Indonésie qui débattent de cet acte spécial de l'état de Yogyakarta, passage par passage, feraient bien mieux de ne pas prêter plus d'attention au mécanisme de changement de gouverneur et de vice-gouverneur, mais plutôt focaliser sur les implications qu'induiraient la légalisation de millions d'hectares de ce Swapraja*

George Junus Aditjondro

-----*Swapraja: Région autonome

et flagrante et dans quelques cas, on soupçonne meurtre et génocide. L'extorsion et la corruption sont soutenues et approuvées par le gouvernement au niveau local et national : l'aide allant de fonctionnaires falsifiant des rapports à la police agissant comme des mercenaires pour revendiquer illégalement des droits de propriété, aidant et incitant à l'enlèvement, à l'emprisonnement illégal, ou au déplacement des populations locales.

L'intimidation, les menaces et les campagnes de terreur sont infligées par des mercenaires, souvent sous escorte policière, quand ce ne sont pas eux-mêmes des flics, dans le but de diviser et séparer les communautés et faire disparaître les cultures et les méthodes de travail locales. Même si

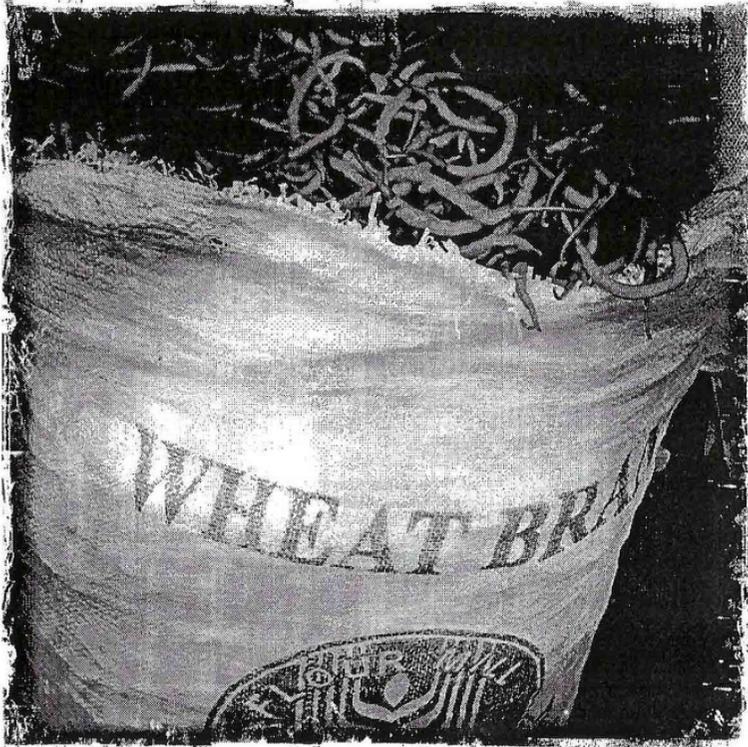


le nombre de mines déjà en fonctionnement peut laisser penser que ces méthodes terroristes ont eu du succès, le peuple continue à combattre vaillamment pour leurs terres et leurs droits.

Régulièrement, des études indépendantes prouvent de manière irréfutable qu'il n'y a aucune possibilité de pérennité, et dans certains cas aucun espoir de récupération, après une destruction aussi vaste et rapide de ces ressources, qui jus qu'il y a peu fournissaient nourriture, refuge, travail et communauté pour des centaines de milliers d'indonésien-ne-s.

Nous réclamons l'arrêt immédiat de tels actes de terrorisme à l'encontre du peuple indonésien et de leurs précieuses terres, avant que l'Indonésie ne soit devenue un vaste terrain vague d'usines, de mines et de profits d'entreprises.

piments rouges



une des cultures principales de Kulon Progo

Les actifs de la compagnie

Tout comme dans les familles impériales d'Europe, les parcelles de terrain du SG et du PAG est devenu un capital d'investissement - et aussi l'activité sociale- de la plupart des membres de la grande famille du Sultan Hamengku Bowono X et Paku Alam X. Entre le petit frère et la soeur du Sultan, celui qui ressort le plus est GBPH Probukusumo. C'est le directeur général d PT Krka Adisatya Matarem, une des plus grosses compagnies d'affichage publicitaire à Yogyakarta, et le président général de Jogja TV. (3)

La plus agée de filles du Sultan du Sri, Gusti Kanjeng Ratu /GKR (La reine XX sainteXX pembayun, est la plus active pour profiter du territoire impérial hérité par l'agrément Giyanti en 1755. En plus de posséder une usine sucrière (Madukismo), elle dirige une usine de cigarettes sous le label Inner Palace (Kraton Dalem), laquelle dispose de sa propre ferme productrice de tabac a Ganjuran, Bantul. Elle a aussi une culture de vers à soie PT Yarsilk Gora Mahottama dansle village de Karantengah, district d'Imogiri, Bantul; et enfin une ferme de crevettes PT Indokor Banjun Desa dans le village de Kuwaru, Bantul. (4)

Mais le "diamant de la couronne" de l'empire financier de la famille du palais est la compagnie de mine de fer sableux, PT Jogja Magasa Iron (JMI), à Kulon Progo. Dans cette compagnie, Gusti Pembayun et son oncle, GBPH Joyokusumo sont les présidents, tandis que la position de directeur est tenue par BRM Hario Seno de Puri Pakualaman. (5)

La compagnie a fusionné avec Indo Mines Ltd de Perth, en Australie de l'Ouest, pour devenir PT Jogja Magasa Iron (JMI). Ils prévoient d'extraire le sable ferreux sur la côte de Kulon Progo, sur une aire de 22km, puis de le transformer en XXpig IronXX, et l'exporter vers l'Australie. Peu de temps après, le Sultan a formalisé sa candidature à la présidence du pays, et PT JMI a signé un contrat d'exploitation pour l'extraction du sable ferreux sur la côte de Bugel, Kulon Progo, pour 30 ans.

Depuis, la lutte des habitant de la côte de Kuloon Progo, organisée

SG et PAG, passagers clandestins de l'acte du plan d'action spécial de l'état de Yogyakarta

Ces derniers temps, les disputes au sujet des statuts de l'état spécial de Yogyakarta se sont focalisées sur qui devrait être le gouverneur et vice-gouverneur légitime. L'enjeu, à mon avis, est trop restreint. Ce qui caractérise le mieux le féodalisme de la région spéciale de Yogyakarta (Daerah Istimewa Yogyakarta /DIY), c'est l'existence de millions d'hectares de terres impériales dans cette province, connues comme le Terrain du Sultanat (Sultanat Gronden /SG), et le terrain de Pakualamanaat (Pakuakamanaat Gronden / PAG).

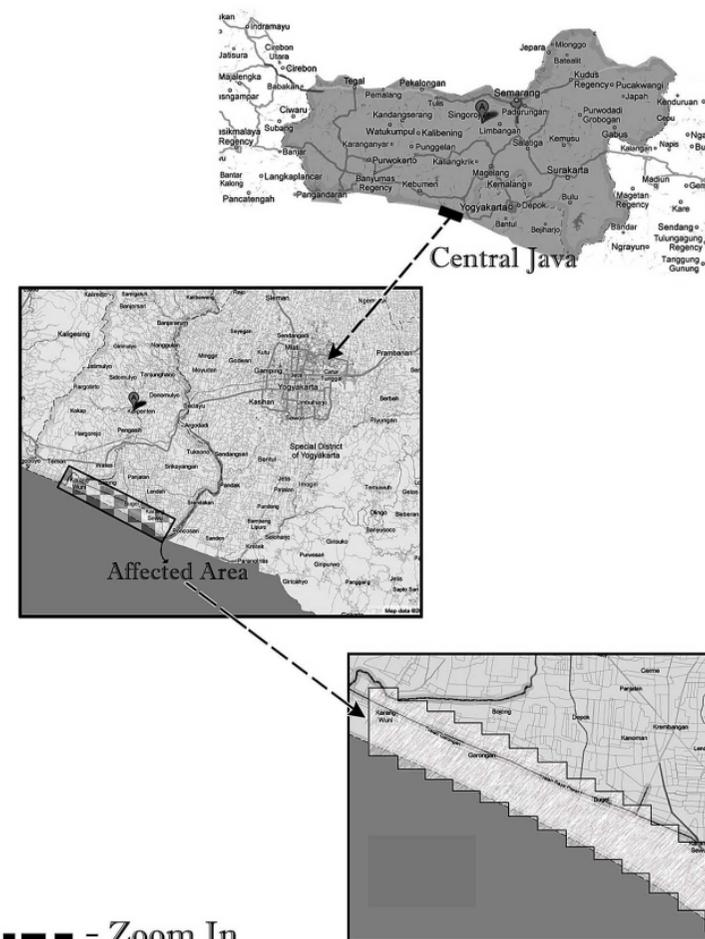
Le SG et PAG dans le DIY sont vraiment de grandes surfaces de terrain, parce que, en se basant sur les documents impériaux du Sultanat (Rijksbald Kasultanan) N°16/1918 et N°18/1918, tout territoire sur lequel une propriété (eigendom) n'est pas attestée comme appartenant à un individu est automatiquement propriété du sultanat et du gouverneur en fonction.

Des milliers d'hectares du SG dans le DIY sont maintenant concentrés sur Yogyakarta, Bantul et Sleman (*Kabare*, juillet 2007, pages 14-15). Au delà du SG, on trouve aussi le PAG, dont les terres sont pour leur part concentrées sur Kulon Progo. Les deux territoires sont la source de revenus des deux palais, à travers leur actions à l'Hotel Ambarukmo, l'Ambarukmo Plaza, le Square Saphir, et le cours de golf Merapi.

La gestion de ces terres est sous la juridiction du bureau Paniti Kismo, dirigé par GBPH Hadiwinoto, le petit frère du sultan Hamengkubuwono X, l'honorable Penghageng Kawedan Hageng Wahono Sarto Kriyo. (1)

La légalisation du SG et du PAG est menée à travers le plan d'action spécial de l'état de Yogyakarta, et a été mise en avant de nombreuses fois par le Sultan HB X. (2)

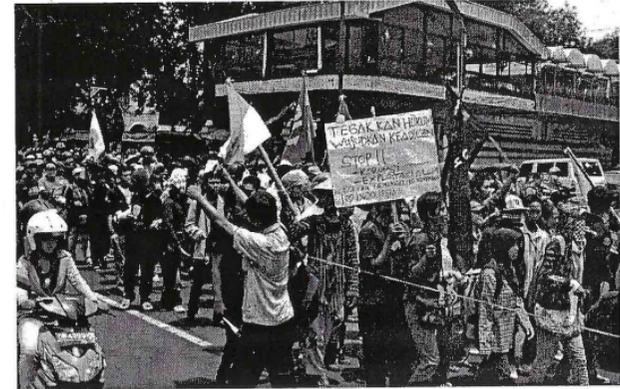
Carte des zones touchées par les extractions de minerai de fer par PTJMM



Si l'entreprise d'extraction
vient à Kulon Progo,



ceci,



espaces vitaux. La position collective que nous avons formulé est la suivante:

1. Nous sommes prêt-e-s à combattre l'injustice qui résulte des politiques de l'état et des entreprises
2. Nous sommes prêt-e-s à défendre le droit du peuple à la terre, car la terre représente notre espace vital, et la source de nos moyens de subsistance, et ceci n'est pas remplaçable.
3. Nous sommes prêt-e-s à résister aux législateur-trice-s criminelles qui utilisent la loi comme un outil pour légitimer la destruction des bases sociales, économiques, culturelles et environnementales des populations.
4. Nous appelons les forces de la loi et les forces de l'ordre à mettre fin à toutes les formes d'intimidations, répression, et cristallisation des paysan-ne-s et de tout personne qui défendent leurs droits comme la forme la plus haute de souveraineté dans la République d'Indonésie, car ces forces doivent servir les intérêts du peuple, pas ceux du capital.
5. Nous appelons à la solidarité, au soutien moral et à l'esprit de la lutte tou-te-s les frères et soeurs qui partagent le même destin et les mêmes privations à Mesuji- Lampung, Takalar - Sulawesi Sud, Persil IV -Sumatra Nord, la côte de Kulon Progo- Yogyakarta, la côte de Kebumen-Java centrale, les victimes de la vague de boue de Lapindo à Porong- Java est, les paysan-ne-s de Padangrincang à Banten- Java ouest, Sedulur SIKEP dans les montagnes de Kendeng- Java est, la côte Wotgalih à Lumajang- Java est, les côtes de Kalipucang et Cimeral à Ciamis- Java ouest, et partout ailleurs où les personnes doivent faire face aux abus des entreprises.

Yogyakarta , 22 décembre 2011

Groupes impliqués dans le FKMA:

1. JMPKK Pati
2. FOSWOT Lumajang
3. FPPKS Kebumen
4. Serikat Tani Merkada (SeTAM) Cilacap
5. PPLP Kulon Progo
6. SITAS DESA Blitar
7. LPMB Banten
8. Bale RUHAYAT Tasikmalaya dan Ciamis
9. Forum Warga Cilacap
10. Korban Lumpur Lapindo Sidoarjo



deviendra ça

Un conte de sable

**Un conte de sable, et de ceux qui s'en nourrissent :
histoire et explications ethnographiques du village de
Kulon Progo et de sa résistance**

Le sable définit l'histoire de la vie de ceux qui vivent le long du littoral sud de Kulon Progo.

Jusqu'à présent, ce sable a nourri des milliers d'âmes de la bordure côtière du royaume de Kulon Progo. L'histoire commence avant 1942, quand les habitant-e-s de la côte essayaient déjà de transformer le sable en moyen de subsistance. Des notes tirées de l'histoire orale d'Arjo Dimejo, un villageois de Karang Sewu, montrent qu'avant cette date, beaucoup de ses compatriotes survivaient grâce à la culture de riz, patates douces, pommes de terre, et haricots sur les sables côtiers.

Puis quand les japonais sont arrivés, les habitant-e-s ont eu l'interdiction d'utiliser le sable comme terre agricole, car les japonais les soupçonnaient de faire secrètement du sel marin. Mais après la proclamation d'indépendance de l'Indonésie, dès que les japonais n'ont plus surveillé les plages, quelques villageois-e-s sont revenu-e-s pour y chercher subsistance.

Arjo Dimejo raconte qu'en 1948, le président Soekarno a fait un voyage sur la côte et a invité les habitant-e-s à en utiliser la terre. Alors la plupart des habitant-e-s locaux, dont beaucoup étaient paysan-ne-s, se sont empressés de travailler cette terre dont le sol était simplement du sable. A un moment des années 70, des tempêtes ont fait des ravages sur les terres et habitations construites jusque là. Pourtant, malgré ces mauvaises conditions, les paysan-ne-s réussissaient à survivre, encore déterminé-e-s à manger ce que le sable pouvait leur fournir.

Ceux qui vivent du sable sont appelé-e-s "cubung" par les autres, un surnom moqueur qui signifie villageois arriéré ou inférieur, maladif. Et en réalité, ces dernières décennies, la combinaison de la chaleur du soleil et de forts coups de vent ont provoqué des maladies, de peau, du système respiratoire, d'estomac ou des yeux, chez de nombreux habitant-e-s.

Les habitant-e-s de la côte cultivaient la terre sans sol, uniquement du sable, espérant que l'eau de pluie qui tombait

Déclaration des paysan-ne-s de Java (FKMA)

Des paysan-ne-s de toute l'île de Java se sont rassemblées en décembre dernier pour entendre les luttes des un-e-s et des autres et partager leurs expériences. De nombreux groupes résistent actuellement aux projets de différentes entreprises qui veulent extraire le fer des sables le long de toute la côte sud de Java. D'autres ont lutté contre des entreprises de ciment en Centre Java, et le volcan de boue, qui est en «éruption» à l'Est de Java depuis 5 ans, depuis que l'entreprise Bakrie a commencé à forer pour extraire du gaz dans cette région.

Cette rencontre était un événement important, car les paysan-ne-s impliquées dans ces luttes sont en train de construire leurs propres réseaux, sans l'aide ni la médiation d'aucune ONG.

Déclaration du Forum des Paysan-ne-s pour la Communication

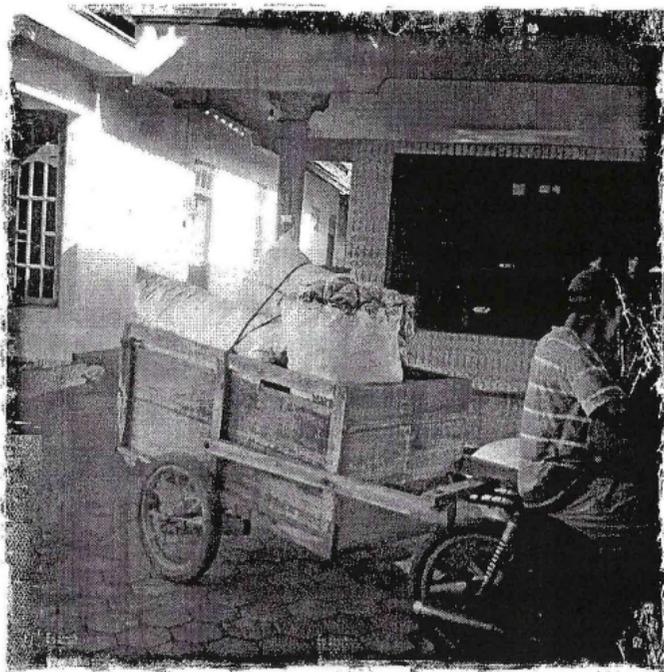
Les paysan-ne-s de partout à Java qui sont victimes d'extraction minière ou d'autres industries, ou de saisie de terres se sont rencontré-e-s pour discuter et partager leurs expériences. La rencontre a eu lieu du 20 au 21 décembre 2011 à Gerbong Revolusi, dans le village de Garongan, Panjatan, région du Kulon Progo.

Le 22, les paysan-ne-s ont décidé de faire une déclaration au bureau de rédaction de Resist Books, dans les bâtiments de Amal Insani, à Yogyakarta. Avant d'y aller, les délégué-e-s de cette rencontre ont cependant décidé de rendre visite à Tukijo, un paysan victime de la cristallisation du mouvement de lutte, actuellement en prison pour avoir résisté aux mines de sables ferreux à Kulon Progo.

Ci-dessous, la déclaration lue par les représentant-e-s de 10 régions qui ont participé à toute la rencontre et ont décidé à la fin de former un réseau de travail informel sous le nom de Forum des Paysan-ne-s pour la Communication (Forum Komunikasi Masyarakat Agraris (FKMA)):

Aujourd'hui, en tant que paysan-ne-s et membre de groupes de plus de 10 régions différentes de toute l'île de Java partageant des visions et des buts communs, nous agissons pour défendre nos droits sur nos

Nous voulons simplement être libres de vivre nos vies



gratuitement sur la terre rendrait le sol fertile; leurs conditions de vie étaient toujours précaires. Jusque dans les années 80, l'agriculture sur la zone côtière était extrêmement marginale. Seul un certain type de vigne poussait dans le sable. Et encore, seulement pendant la saison des pluies : pendant la saison sèche, tout mourrait. La sécheresse a conduit beaucoup de paysan-ne-s à plutôt chercher un travail salarié ailleurs, même si ça signifiait quitter Java : habituellement, ils revenaient 6 ou 12 mois plus tard. Jusque dans les années 80, le terme "cubung" était encore couramment utilisé. Cependant, pendant ces années, les paysan-ne-s ont augmenté leurs efforts pour trouver des moyens naturels pour que le sable produise de la nourriture, respirant du sable chaque jour par amour de la survie.

Visiter ses voisin-e-s nourrit la sagesse collective

Presque chaque jour, les habitant-e-s qu'on nomme moqueusement "cubung" se réjouissent beaucoup de "Endong Endongan". C'est une tradition des villageois-e-s de se rassembler dans la maison du voisin-e, et de raconter leur expérience aux autres personnes présentes (1). D'après Imam Reno, un villageois de Bugel, c'est une façon de lutter pour répondre à tous les besoins d'une vie, que ce soit matériels ou spirituels, et ceci qu'ils en soient conscient-e-s ou non. Quand les habitant-e-s se rencontrent chaque soir, il-le-s développent le sentiment qu'il-le-s ne sont plus tou-te-s isolé-e-s seul-e-s. Des moments comme ceux-ci sont des embryons dans lesquelles la motivation des paysan-ne-s peut grandir, ainsi que le désir de persévérer et d'améliorer leur vie.

Ces "endong endongan" sont des rencontres d'ami-e-s, et ne sont généralement pas hiérarchiques, elles arrivent spontanément et régulièrement. Ce sont des moments pour s'encourager, et pour trouver des idées ensembles.

"le côté positif de ces rencontres «coeur-à-coeur», de s'aider mutuellement et de partager des expériences vient de l'idée de trois villageois (Iman Rejo, Pardiman, Musdiwiyono) pour essayer de trouver différentes techniques et pratiques pour utiliser ces terres marginales de sable.

Ces rencontres du soir, endong-endongan dans différentes maisons créent des relations de confiance entre les gens dans ces conditions difficiles. Il-le-s commencent à parler ensemble des problèmes auxquels il-le-s font face, et à chercher des moyens de

les résoudre ensemble. Avant, chaque paysan-ne cultivait sa terre seul-e, mais il-le-s ont ensuite ressenti le besoin de travailler ensemble pour trouver de nouvelles méthodes de culture. Il-le-s se sont aussi rendu compte que les expériences qu'il-le-s avaient apprises d'autres endroits où ils avaient travaillé la terre, ou été employé, leur donnaient de nouveaux éléments à partager et discuter.

Différentes idées ont ainsi émergé des rencontres de ces individus et de groupes de paysan-ne-s pour étudier la nature du sol et les possibilités qu'elle offre. En 1984, un groupe de paysan-ne-s se sont aidés les un-e-s les autres pour construire de simples puits dans les champs. Comme le sable bouge facilement, ils ont creusé des trous larges, avec un diamètre de 5m en haut et de 5 à 8m de profondeur, et ils y ont inséré un tube fait de bambous. Le puit était complété avec un palan de bambous. A chaque fois qu'un puit était prêt, les paysan-ne-s commençaient à préparer la terre : passer la houe, construire des barrages, fertiliser avec du fumier, et ensuite planter. Toutes ces techniques et préparations des terres étaient effectuées par la communauté, qui travaillait ensemble.

Les expériences des paysan-ne-s sont toujours basées sur une observation attentive de la nature. Ils ont essayé de planter du maïs en utilisant différentes méthodes d'arrosage et différentes méthodes et emplacements pour faire pousser des acacias- en observant la nature à chaque prudente tentative. Jusqu'à ce qu'un jour, un paysan qui marchait dans un champ remarque qu'un plant de piment poussait bien à côté d'un cocotier. Cette découverte a incité d'autres paysan-ne-s à commencer à planter et tenter du piment, construisant leur expérience au fur et à mesure. Finalement, ils ont développé une connaissance approfondie de comment cultiver cette terre, sans le secours d'aucun professeur- l'impulsion étant venue de leur initiative de s'organiser en groupe de paysan-ne-s. Finalement, le nombre de groupe de paysan-ne-s a augmenté graduellement, et il y en a maintenant plusieurs douzaines.

Les paysan-ne-s ont résolu le problème du manque d'eau en construisant des puits. Au départ, c'était très simple : ils faisaient des trous de 5m de profondeur et les consolidaient avec du bambou. Plus tard, le bambou a été remplacé par du ciment, et finalement, du béton. Ils creusaient d'abord chaque puit très profond, et avaient besoin d'un seau, mais les paysan-ne-s ont trouvé que cette méthode n'était pas efficace. Ensuite, il-le-s ont essayé de construire un



à lutter contre la mine



puit principal avec une pompe à eau, relié par bambous à des réservoirs depuis une conduite en béton. Comme ça ne marchait toujours pas parfaitement, la canalisation en bambou a ensuite été remplacée par du PVC. Même si les matériaux utilisés peuvent être modernes, ils sont utilisés avec une compréhension des caractéristiques naturelles de la zone côtière.



Les paysan-ne-s continuent



Le problème des vents violents a été résolu en utilisant des plantes qui agissent comme brise-vent autour des terrains cultivés, comme du ricin, des margoses (aussi appelées courges amères) ou des aubergines. Il-le-s plantent aussi des cocotiers à côté des champs pour aider à briser le vent, pour que les plantes ne soient pas détruites par les rafales violentes. Avant d'être cultivées, c'étaient des dunes de sable en terrasse, ça ressemblait à un désert parsemé de buissons et de fourrés, qui se déplaçaient toujours quand les vagues frappaient. Mais ces contraintes naturelles ont été surmontées par la coopération des paysan-ne-s, l'aplanissement du terrain et l'enlèvement du sous-bois, en prenant soin de laisser une rangée de dunes de sable entre l'océan et les terres cultivées.

Il y a beaucoup d'autres exemples dans lesquels l'expérimentation a conduit à des connaissances de valeur, mais ils n'ont pas besoin d'être mentionnés un par un ici. Ce qui est sûr, c'est que les paysan-ne-s ont parcouru un processus long et dynamique, dans lequel la question centrale de la survie sur le terrain n'était jamais assurée. Mais par la pratique des rencontres, les discussions et le partage, ils ont découvert qu'il-le-s n'étaient plus ensevelies sous le sable, que de nouvelles pratiques de survie apparaissaient et qu'ils partageaient leurs forces les un-e-s avec les autres chaque jour.

Pendant un long moment, les paysan-ne-s ont dû faire face à de nombreuses difficultés, mais il-le-s ont finalement été capable de résoudre ensemble leurs problèmes, de manière autonome et indépendante, sans aides extérieures (notamment sans celle du gouvernement). Il-le-s ont même construit elleux-mêmes les chemins pour aller aux champs, dont l'accès étaient auparavant difficile. Il-le-s ont d'abord fait de simples routes en posant des pierres, qu'il-le-s ont ensuite recouvertes d'asphalte, en travaillant ensemble pour les réaliser, mettant leur argent en commun pour couvrir les frais, tout ceci sans aucune aide du gouvernement. C'est ce qu'il-le-s expliquent toujours quand on leur demande quel rôle a joué le gouvernement. De plus, il n'y a jamais eu de conflit autour de qui peut cultiver quelle terre. Les paysan-ne-s savent que le

droit de cultiver est quelque chose qu'il-le-s partagent en commun, ils se répartissent simplement entre elleux. Les relations de confiance entre les individus et les groupes de paysan-ne-s sont bien au dessus de celles des hommes d'affaires qui doivent tout valider par des contrats légaux, tamponnés et scellés.

Plus de 40 ans d'efforts prudents ont fait de ce terrain vague une zone fertile et productive. Toute sorte de plantes peuvent maintenant prospérer grâce à ce dur travail et le soin apporté à leurs cultures. Sur le sable, une récolte peut se faire aussi bien en saison sèche qu'en saison humide. Piment, aubergine, margoses, ricin, haricots verts, pastèques, et beaucoup d'autres légumes sont cultivés le long des 25 km de littoral : les mains des paysan-ne-s ont verdi le paysage. La clé de leur succès est la connaissance collective, que ce soit la connaissance de technologie moderne comme celle de sagesse populaire sur quand et comment planter et récolter.

Le piment est devenu la principale production des paysan-ne-s de la région. Cependant, il-le-s cultivent aussi d'autres plantes, selon la saison. Chaque groupe de paysan-ne-s continue à discuter de quelle plante cultiver d'abord, quelle culture mettre ensuite. Chaque année, les paysan-ne-s de chaque groupe discutent de quand planter. Leurs discussions prennent en compte différents éléments: croyance dans le calendrier javanais, conditions du sol, de la mer et du ciel, risques de concurrence avec les autres plantes qu'il-le-s peuvent vouloir cultiver sur ces terrains...

Les hommes d'affaire et les propriétaires peuvent aussi utiliser le sable.

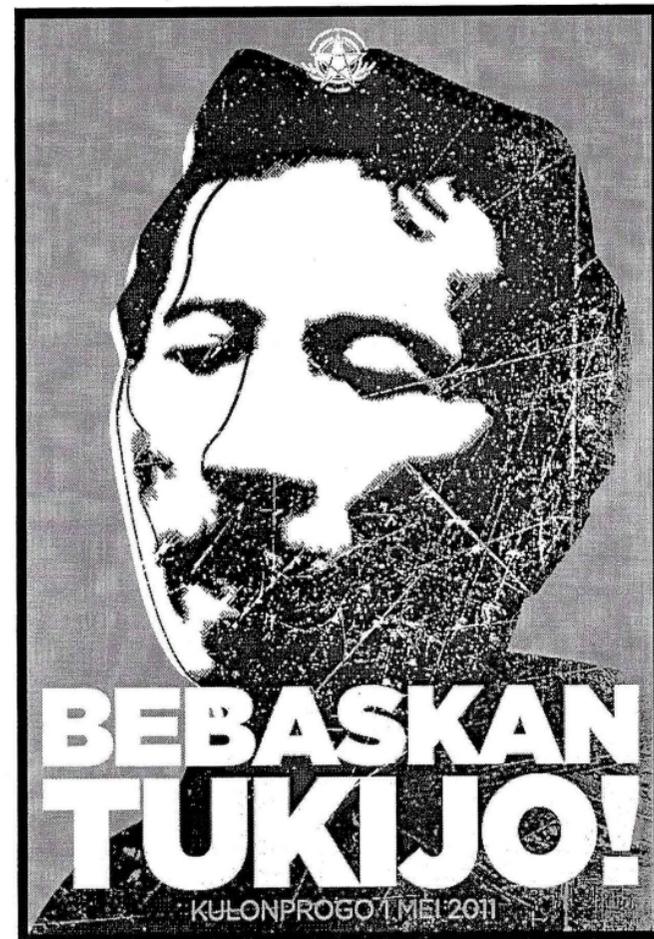
En 1964, la faculté de géologie de l'université ITB effectue une étude analysant la composition du sable. Menée par In Junas, elle mesure la teneur en fer des sables et la profondeur des nappes souterraines. Ils ont fait des forages dans le sable jusqu'à une profondeur de 4 à 7 mètres. Plusieurs habitant-e-s ont été employé pour travailler à cette étude en tant que main-d'oeuvre, et ils se souviennent que sous le sable, il y avait du fer et de l'eau.(3)

C'est ce souvenir que les paysan-ne-s ont finalement utilisé quand ils ont commencé à changer leurs vies 20 ans plus tard, presque comme s'il-le-s volaient la connaissance d'une recherche extérieure. Iman Rejo, Pardiman, et Musdiwiyono ont pris l'initiative de rassembler les gens pour construire des puits pour subvenir à

10. Quelles sont tes attentes pour le futur ?

J'espère, et je prie, que le problème de mon mari puisse être résolu bientôt. Et qu'il puisse sortir de prison. Et que tout puisse redevenir normal, qu'on puisse travailler à nouveau normalement. J'espère que la société minière va partir, et que les gens pourront se sentir à nouveau en paix sur leur terre.

""Note d'entretiens"" nous avons raccourci l'entretien avec Ibu Suratinem, parce qu'après quelques minutes, elle était très émue. Ça a été une tragédie pour sa famille, et nous espérons, comme tous les membres de PPLP et les habitant-e-s de Kulon Progo, que Tukijo pourra rentrer dans sa famille le plus tôt possible.



7. Après que Tukiyo ait été condamné comme coupable par le tribunal étatique de Wates, les habitant-e-s de Kulon Progo ont essayé de prouver son innocence et sont allés en appel devant la première cour, mais cette demande a échoué. La plus haute cour a confirmé qu'elle considérait Tukiyo comme coupable. Quel est ton point de vue par rapport à la loi ?

Je suis vraiment touchée, parce que mon mari a été condamné pour une très longue période. Alors que les officiers corrompus du gouvernement n'ont que quelques mois. Mon mari est un paysan ordinaire, pourquoi doit-il être condamné aussi longtemps ? S'il est coupable, de quoi est-il coupable ? Son intention était seulement d'aider une personne qui avait franchi la limite entre les terres des paysan-ne-s et celle de la société (un travailleur du projet pilote de JMI) pour éviter que cette personne se fasse frapper par la foule (parce qu'il n'y a un d'accord de frontière entre les personnes de la société minière et les paysan-ne-s). Mais finalement, c'est mon mari qui est la seule victime, lui et sa famille. S'il était emprisonné parce qu'il était en train de voler ou de frapper quelqu'un, je pourrai comprendre. Mais dans ce cas, il est innocent, il défendait une personne. Mais je crois qu'il a été emprisonné, pas pour les raisons que la cour a dit, mais parce qu'il y a beaucoup de gens de la société minière qui le détestent parce qu'il est franc, ils n'aiment pas ce pour quoi il se bat. Ils n'aiment pas qu'il résiste activement à l'extraction de minerai de fer.

8. Combien de temps Tukiyo a été emprisonné ?

Plus d'un an. En mai (2012), ça a fait un an exactement ... maintenant, ça fait un an et deux mois.

9. A ta connaissance, quels sont les sentiments et opinions de Tukiyo maintenant qu'il est en prison ? Est ce qu'il a toujours les mêmes idées ?

De ce que je sais, il a toujours le même esprit, il résiste toujours à l'extraction de minerai de fer. Il est comme ça, même emprisonné, il continue à penser à notre peuple qui se bat contre les mines. Comment est leur état d'esprit, comment ils sont soutenus. Et il espère que les paysan-ne-s du littoral vont continuer à résister à l'oppression et toujours défendre leur terre.

leurs besoins. Sous la terre, ils ont trouvé une eau fraîche, claire, et non salée, même s'ils se trouvaient à seulement quelques mètres de la plage. Avec la construction de ces puits, le travail des villageois-e-s a apporté la vie dans ces terres arides.

Mais cette mémoire évolue bien différemment quand elle est écrite dans un rapport académique, puis lue par un propriétaire et donnée à des entreprises. Le moment où la terre commençait juste à devenir fertile, à fournir de la nourriture, et même à permettre aux paysan-ne-s d'être capable d'envoyer leurs enfants faire des études supérieures, a aussi été le moment où un éclair a soudainement brillé dans les cerveaux de certains entrepreneurs et de ceux qui proclament leur autorité sur ces terres de Kulon Progo. Ils voulaient que le sable réponde à leurs besoins aussi. Le partenariat qu'ils ont créé s'est nommé PT JMM (Jogja Magasa Mining).

Le jeudi 6 octobre 2005, à 20h15 (heure de l'ouest d'Indonésie), une voix imaginaire a déchiré les rêves des fermiers. " Il y a du fer dans les entrailles du littoral sablonneux, et il est temps pour lui de sortir, d'être exploité, de réjouir, pas seulement les paysan-ne-s mais tou-te-s, pour le bien de toute la société, pour le peuple, et pour la nation. " c'est à peu près comme ça que la voix a retenti dans la salle de réunion imaginaire, un peu avant l'arrivée d'un acte notarié de PT JMM (Jogja Magasa Mining).

Pour atteindre ces buts et objectifs, l'entreprise peut effectuer les activités économiques suivantes :

a- des activités économiques dans le secteur minier en général, incluant l'extraction de sable ferreux, de minerai de fer, de sable maritime et de charbon

b- effectuer du commerce, ce qui inclut l'importation, l'exportation et le commerce inter-île, agir en tant que représentant, agent exclusif, distributeur, fournisseur de produits miniers comme les sables ferreux, les minerais de fer, le sable maritime, le charbon, que ce soit à son compte ou pour le compte d'autres par le moyen de commission.

c- établir des installations industrielles pour faciliter l'obtention et le traitement des produits miniers tels que les sables ferreux, les minerais de fer, le sable maritime, le charbon.

d-fournir des services dans le secteur minier

e-prendre en charge le transport des produits de l'activité minière, par le moyen de camions(4)

A la lecture de ce document, PT JMM semblait avoir reçu l'autorisation légale de l'état pour l'exploitation totale des terres par leur entreprise minière. Mais cette entreprise, PT JMM venait juste de se former, et était encore nouvelle dans le secteur minier. Elle avait besoin d'expérience dans l'exploitation minière, et de capitaux supplémentaires, et a donc eu besoin de se joindre à une autre entreprise. D'après une interview avec Lufit Hayder (6) (commissaire de Jogja Magasa Iron), l'entreprise a fusionné avec une compagnie australienne, Indo Mines Limited (7), et l'entreprise Australia Kimberly Diamond a aussi investi des capitaux, comme beaucoup d'autres. La collaboration entre l'entreprise PT Jogja Magasa Iron, Indo Mines, et d'autres investisseurs s'est appelée JMI (Jogja Magasa Iron) (8), même si le nom a changé récemment en Jogja Magasa International.

Toutes les étapes ont déjà été remplies par les partenaires commerciaux et ceux qui se réclament de l'autorité de Kulon Progo pour être sûr du succès de leur entreprise minière. Lufti Hayder, en tant que commissaire de Jogja Magasa Iron, déclare qu'ils ont déjà trouvé des soutiens financiers importants, même si l'état du monde est plutôt à la récession économique. Les fonds pour finir l'étude de faisabilité sont aussi déjà disponibles, et sont estimés suffisants pour 12 à 18 mois d'études.

Les paysan-ne-s contre l'entreprise

Au début de 2007, les habitant-e-s du littoral ont commencé à s'inquiéter de ce projet de mines. La nervosité s'est bientôt répandue, avec l'inquiétude des paysan-ne-s à l'idée de perdre la terre qui les supporte depuis si longtemps. Ils ont échangé leurs craintes les un-e-s avec les autres, et aussi au sein des groupes de paysan-ne-s. Finalement, différents groupes de paysan-ne-s, de différents villages du long de la côte, ont décidé de se retrouver et d'en discuter.

Alors, une nuit d'avril, des centaines de paysan-ne-s, délégué-e-s par leurs groupes et villages, ont décidé ensemble de l'attitude à avoir face à ce projet. Cette nuit-là, les paysan-ne-s ont échangé leurs

2. Quand tu as finalement reçu l'information que la police l'avait kidnappé, quelle a été ta réaction ?

A ce moment là, j'ai pensé à la possibilité que mon mari soit emprisonné. J'ai pensé à ça. Que ça signifiait que je devrais travailler toute seule, réfléchir toute seule, sans lui, sans plus personne pour m'aider. Mon fils venait de se marier, ça signifiait qu'il ne pouvait pas m'aider non plus, parce ce qu'il avait la nouvelle responsabilité de prendre soin de sa propre famille.

3. Comment tu te sens, après un an d'absence de Tukiyo ? Et comment ça se passe pour les travaux des champs ?

Bon, c'est simple, je travaille et réussi tout ça par moi-même. Je pulvérise les plantations moi-même, mais je dois payer des salariés pour m'aider à préparer le sol avant de planter quoique ce soit. Toutes les autres tâches que je peux faire seule dans les champs, je les fais, je n'ai pas d'autres choix que d'être capable de les faire. C'est juste parce que les conditions me forcent à ça.

4. Les conditions ont l'air difficile pour toi et ta famille. Comment ça va, mentalement ?

Aussi dures que soient les conditions, grâce à dieu, je peux y faire face. Parce que la famille et toute ses dettes sont une part de ma responsabilité. Donc même si mon mari ne peut pas m'aider, je dois quand même le faire.

5. Qu'est ce que tu ressens par rapport à la société minière ? Est ce que tes sentiments ont changé depuis que Tukiyo est en prison ?

Je refuse toujours ! Ils ne doivent pas faire cette mine. Ils ne doivent toujours pas. Depuis le début, c'est ce que je pense. Parce que c'est notre seule façon de vivre, de nous nourrir, pour ma famille et pour tou-te-s les paysan-ne-s des plages de la côte.

6. Est ce que les paysan-ne-s des environs t'ont aidé, toi et ta famille depuis que le combat de ta famille a commencé ? Est ce qu'il y a encore beaucoup de paysan-ne-s qui te soutiennent ?

Jusqu'à maintenant, oui, il y a encore beaucoup de paysan-ne-s qui nous aident, beaucoup qui essayent de m'aider à m'en sortir. Que ce soit avec des réflexions, du temps, de l'argent, de la main-d'oeuvre... il-le-s le font toujours, jusqu'à présent.

Entretien : Suratinem

Suratinem (La femme de Tukijo) travaille maintenant seule ses terres depuis un an, pendant que son mari est en injustement en prison pour avoir dénoncé l'avidité des entreprises et la corruption. Au moment de cet entretien, Tukijo est toujours emprisonné. Sa femme vit sans la présence quotidienne, l'aide et le soutien de son mari.

1. Quand tu t'es rendue compte que Tukijo n'était pas là, qu'est ce que tu as pensé qu'il avait pu lui arriver ?

A ce moment là, Tukijo m'avait demandé d'arroser les plantes. Donc j'arrosais. Ensuite, je lui ai demandé s'il pourrait finir l'arrosage, parce que j'avais mal à la main, et il a dit oui. J'avais presque terminé, et je commençais à me demander pourquoi il n'était pas venu. J'ai commencé à le chercher, et il n'était nulle part, à aucun des endroits où il est habituellement. Alors j'ai demandé à Dwi (La femme de Kinten) si elle l'avait vu, elle m'a dit qu'il était peut être au bassin. Et Dwi a appelé M Cokro, qui était au bassin, mais il a répondu que Tukijo n'était pas là. Alors Dwi a appelé Tukijo directement, en lui demandant "où tu es passé ? ta femme te cherche", et il a répondu " la police m'a embarqué et m'emmène au quartier général de la police de Yogyakarta." En entendant ces nouvelles, j'ai paniqué. Dwi et moi, on a demandé à Tukijo " pourquoi la police t'emmène au quartier général, quel est le problème ?" mais mon mari a répondu qu'il ne savait pas, qu'on lui avait d'abord juste demandé d'entrer dans la voiture pour discuter, mais qu'il avait apparemment été enlevé par la police. A ce moment là, j'ai eu toutes sortes de pensées, parce qu'à ce moment là, notre famille avait beaucoup de dettes. J'étais en train de penser, si mon mari est emprisonné, est ce que je vais pouvoir continuer à payer les dettes ? Mon esprit était tout embrouillé, confus. Pensez à ce que ça serait pour vous si votre famille disparaissait soudainement, si vous étiez laissé seul-e avec une pile de dettes, et si vous deviez soudainement survivre seule. Et je n'avais pas d'autre travail. Je gagne seulement ma vie avec notre ferme. C'est devenu un fardeau immédiat dans ma vie. Penser que je suis tout seule, avec personne pour m'aider. D'habitude, mon mari est toujours là. Mais heureusement que je peux payer mes dettes, parce que les dettes sont liés au gouvernement : si je ne peux pas les payer, je pourrais faire l'objet de sanction.

idées et analysés leurs craintes par rapport aux nouvelles du projet de mine. Cette nuit là, les conséquences que cette mine de fer allaient avoir sur leurs existences sont apparus clairement.

La discussion a tourné autour de 3 approches. Premièrement, les paysan-ne-s pouvaient accepter le projet de mines sans condition. Deuxièmement, ils pouvaient l'accepter, mais avec certaines conditions. Troisièmement, ils pouvaient rejeter cette proposition sans condition. A la fin, il devint évident que pas une seule personne n'était en faveur de la première option, pas plus que pour la seconde. Tou-te-s les paysan-ne-s présent-e-s cette nuit ont montré clairement leur opposition inconditionnelle à tout projet d'extraction de fer de leur terre.

Cette nuit' là, les paysan-ne-s ont aussi commencé à planifier leur stratégie pour résister à la mine. Leur première décision a été d'établir une organisation-parapluie, qu'ils ont appelé PPLP (Paguyaban Petani Lahan Pantai : Association des paysan-ne-s du littoral). Cette organisation a une structure inhabituelle. En plus d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de leurs adjoint, il-le-s y ont aussi nommé des paysan-ne-s plus agé-e-s comme conseiller-e-s. Il y a aussi un coordinateur de terrain dans chaque village, qui agit en tant que délégué, ce coordinateur est une personne, qui change souvent de manière assez flexible. Chaque village a aussi une unité PPLP autonome, chacune ayant sa propre structure. Ce qui est clair, c'est que personne ne détient d'autorité dans la structure PPLP. Toute la communauté côtière est membre de PPLP et les impressions de tou-te-s sur les informations nouvelles qui arrivent du projet de mine sont toujours discutés aux réunions de chaque unité PPLP comme à celle de l'organisation-parapluie. Un autre aspect inédit est qu'il n'y a aucun bureau, ni pour l'organisation-parapluie, ni pour les unités PPLP, puisque chaque maison de la côte est un espace de coordination.

PPLP a commencé à organiser beaucoup d'actions. Au début, il-le-s ont mis en place des formes traditionnelles de luttes, impliquant les vieux-vieilles et les jeunes avec des formes issues des traditions locales comme le mujahidin, le lancement de sorts, les rituels paysans et les gardes de nuits sur les terres. Mais ni leurs tentatives de dialogue, ni leurs mouvements, qui se déclarait comme contre les mines, n'étaient bien considéré par les entreprises ni le gouvernement local (qui est impliqué aussi parce qu'il administre le budget local). Discrètement, les paysan-ne-s étaient infiltré-e-s

Cette arrestation est une violation de la loi n°18 de l'année 1981. L'article 17 dit : " la procédure d'arrestation de quelqu'un suspecté d'avoir réalisé un acte criminel doit être basée sur des preuves claires et irréfutables." Jusqu'au moment de l'écriture de cette chronologie, aucune preuve évidente n'avait été fournie par la police pour justifier leur soudaine arrestation de Tukijo.

L'article 18 (1) dit aussi «la procédure d'arrestation est la suivante. La République indonésienne expose que l'officier procédant à l'arrestation doit montrer la lettre de mission et se présenter au suspect avec un mandat d'arrêt qui expose l'identité du suspect, les raisons de son arrestation, et qui décrit en détail le forfait dont il est suspecté, avec en plus, la localisation exacte du lieu où il est suspecté d'avoir accompli le dit forfait.»

Il est clair que quand la police a arrêté Tukijo, il y a eu violation de l'article 18, par non présentation de leur lettre de mission et du mandat d'arrêt à Tukijo avant de le forcer à entrer dans la voiture.

L'article 18 (3) déclare ; «Une copie de la lettre d'arrestation comme mentionnée au paragraphe (1) doit être donnée à la famille immédiatement après l'arrestation.»

Au moment d'écrire ses mots, aucune lettre de notification comme mentionnée dans le paragraphe (3) n'a été encore été donnée à la famille. Cela ne laisse rien présager de bon sur les intentions de la police, et ils violent clairement leurs propres lois. Cette attitude rend seulement plus claires leur arrogance et leurs intentions planifiées d'enlever Tukijo, et il est juste de suspecter que c'est un enlèvement organisé, sur l'ordre de quelqu'un, parce que Tukijo est un paysan qui a lutté publiquement contre le projet d'extraction de minerai de fer sur les terres du littoral de Kulon Progo.

Nous dénonçons l'arrogance de la police et de ceux qui ont organisé ce kidnapping et l'arrestation de Tukijo qui en a suivi. Le prendre au piège, contre sa volonté, à l'intérieur d'un véhicule, la pression liée au nombre d'officiers de police, la terreur psychologique intentionnelle, négliger d'informer la famille de Tukijo, sont clairement des violations des droits humains. La police, dans le seul but d'appréhender rapidement Tukijo et de le contraindre au silence, a commis toutes ces violations de lois. Elle se soucie seulement après de comment faire une enquête-éclair, parce qu'il va

Chronologie de la lutte à Kulon Progo

Ceci est une chronologie à partir du moment où les paysan-ne-s ont appris pour la première fois le projet de mine sur la région de Kulon Progo, située sur la côte sud de l'île de Java, près de Yogyakarta, en Indonésie. Les paysan-ne-s et les habitant-e-s continuent à lutter jusqu'à aujourd'hui contre l'extraction minière corrompue et avide qui menace de détruire leurs terres et leurs moyens de subsistance.

2007

1er avril 2007

Les paysan-ne-s des villages de Trisik, Kulon Progo, Banaran, Coral Sewu, Bugel, Pleret, Garongan, et Coral Wuni tiennent leur première rencontre à propos de l'extraction de minerais de fer. Tou-te-s rejettent franchement ce projet et forment le PPLP (association des paysan-ne-s du littoral)

1er mai 2007

Des paysan-ne-s de 10 villages de 4 districts, et des milliers d'autres, se joignent la journée internationale des travailleur-euse-s pour aller manifester devant la maison du gouverneur de Yogyakarta.

10 mai 2007

PPLP tient une conférence de presse marquant son refus de l'extraction de fer. Malgré cela, le plan d'exploitation de la terre, d'abord proposé par deux sociétés étrangères, est approuvée sans consultation ni information des communautés locales.

21 mai 2007

Un grand rassemblement et une parade se déroulent de village en villages pour manifester contre l'extraction de fer. Des prises de paroles et des manif ont lieu tout le long du chemin.

24 mai 2007

Les représentants de la société minière essayent de faire une présentation à Karnag Wuni pour expliquer aux habitant-e-s

pourquoi la mine est bonne pour la communauté. Les représentants et leurs introductions sont rejetés. Les représentants s'en vont avant d'avoir fini leur présentation.

14 juin 2007

PT JMI présente publiquement les plans d'extractions de minerais de fer, l'état prévoit d'exploiter jusqu'à 1 million de tonnes par an.

18 juin 2007

PPLP commence la consultation avec une aide juridique, pour combattre l'extraction qui veut les dépouiller de leur terre et moyen de subsistance.

12 juillet 2007

Le vice-régent de Kulon Progo DRS H Mulyono annonce que la seule chose qui peut faire annuler le projet est une étude environnementale négative, que les demandes et protestations des paysan-ne-s n'auront aucun impact sur la décision de continuer ou non le projet de mine. Il explique aussi qu'ils vont poursuivre le plan de 30 millions de tonnes de dépôts exploités dans les 30 prochaines années.

17 juillet 2007

Bambang Suwingnyo, doctorant, démontre que l'exploitation minière aura des effets irréversibles et graves sur la terre et l'agriculture locale. A cause de la perte en fer du sol, les paysan-ne-s ne pourront plus continuer à cultiver ici.

21 juillet 2007

Le parlement forme une commission spéciale pour suspendre le processus d'aborder les lettres de refus d'extraction présentées par PPLP.

23 juillet 2007

Des milliers de membres de PPLP et d'habitant-e-s concerné-e-s qui soutiennent le mouvement contre l'exploitation des mines marchent sur le bureau du gouvernement du district de Wates. PPLP demande au gouvernement local d'annuler la permission d'extraire sur les terres des paysan-ne-s. La police les bloquent, et la manifestation devient rapidement un affrontement violent entre la police armée et les citoyen-ne-s. Plusieurs centaines de citoyen-ne-s sont blessé-e-s.

était avant, il ne restait qu'une sandale. Elle a cherché frénétiquement dans les autres champs, et après l'avoir cherché en vain, elle est allée à la maison et a demandé à ses proches si ils savaient où il était, mais bien sûr, personne ne savait. Finalement, un des proches de Tukijo a réussi à le contacter par son téléphone portable. Ils ont seulement pu parler brièvement, mais assez pour que Tukijo dise qu'il était emmené au bureau de la police régionale de la région spéciale de Yogyakarta.

La nouvelle de son enlèvement forcé a rapidement fait le tour de la communauté de Kulon Progo, mais il n'était toujours pas clair de quelle violation Tukijo pouvait être accusé. Un des membres de PPLP qui contactait Tukijo a découvert qu'après être arrivé au bureau de Police régionale de Yogyakarta, il avait été immédiatement interrogé. A 13h, tous les membres de PPLP et la communauté de Kulon Progo se rencontrèrent dans la maison d'un des membres de la famille de Tukijo. Ils attendaient anxieusement chaque développement ou information de Jogja, soit directement par Tukijo, soit par l'avocat qui avait été contacté à 12h ou par n'importe quel sympathisant qui essayait de le voir au bureau de police de Yogyakarta.

Alors que la police continuait d'essayer un processus légal, PPLP objectait déjà que la police avait utilisé la tromperie pour arrêter Tukijo, sans aucune notification avant d'être arrêté, ni après à sa famille.



Dimanche 1 mai 2011

Tukijo kidnappé par la police locale

11h: 9 officiers de police arrivent dans une voiture venant du bureau de PPT JMI's Pilot Projet devant la ferme de Tukijo, dans le village de Gupit à Kulon Progo. 3 d'entre eux sortent de la voiture et s'approchent de Tukijo. Ils disent que le chef des services secrets de la police de Kulon Progo attend dans la voiture et veut parler à Tukijo. Is lui disent " on veut seulement discuter de quelques informations". Quand il s'approche plus près de la voiture, il est mis de force dedans et la voiture s'éloigne rapidement de la ferme. Tukijo demande à un des policiers où ils l'emmènent, et l'officier lui répond qu'ils vont voir le commandant.

Tukijo continue à insister pour savoir où on l'emmène et pourquoi. Finalement, quand la voiture passe à Trisik (le village après Gupit), ils lui montrent un mandat d'arrêt avec son nom dessus, l'accusant

-d'avoir privé quelqu'un de sa liberté
-d'activités «déplaisantes»

Tukijo répond en demandant pourquoi il y avait un mandat d'arrêt contre lui comme suspect sans aucune notification pour apparaître dans une enquête, car d'après la loi, il doit y avoir un avis d'enquête, et un mandat d'arrêt ne peut sortir que s'il y eu un défaut de présentation deux fois ou plus. Il demande aussi pourquoi ils ne se dirigent pas vers le bureau de la Police régionale de Kulon Progo.

A chaque question posée par Tukijo, la réponse était que ces choses dépendaient techniquement du commandant. Piégé dans une voiture, gardé par 9 policiers, Tukijo a commencé à se sentir confus et une terreur psychologique est montée en lui. Il était incapable de faire quoi que ce soit, même d'exiger une explication claire ou de contacter ses proches.

A peu près 15 minutes après que Tukijo ait été kidnappé, sa femme s'est rendue compte qu'il était absent, et a commence à se demander pourquoi son mari ne travaillait pas dans les champs. Là où il

26 août 2007

La commission indonésienne des droits de l'homme contacte le gouverneur de Yogyakarta et demande des informations concernant les mines de fer, notamment des rapports détaillés des effets des dites mines pour les 30 prochaines années et au delà, sur les paysan-ne-s qui cultivent et vivent dans les zones potentiellement affectées.

30 novembre 2007

PPLP étudie les plans d'extraction de fer, et rejette toutes les propositions.

26 décembre 2007

Les villageois-e-s de Trisik sont manipulé-e-s et bafoué-e-s, et cèdent leurs terres au projet pilote de JT JMI

2008

1er mars 2008

Dans le village côtier de Bugel, les citoyen-ne-s bloquent la route conduisant à la plage de Bugel avec des bambous et font d'autres barrages routiers pour empêcher les camions de la mine de traverser la zone. Ils leur déclarent que les camions miniers n'ont pas l'autorisation d'utiliser la route.

3-6 juin 2008

La commission nationale des droits de l'homme mène une enquête et examine les projets d'extraction des sables ferreux prévus à Kulon Progo, Yogyakarta. Le contrôle par la commission nationale des droits de l'homme produit de nombreuses recommandations qui expliquent que, à partir des données, des informations et des faits, l'extraction de sables ferreux à Kulon Progo est une violation potentielle des droits de l'homme, en particulier à l'égard, 1) des droits à la terre, 2) du droit au travail, 3) du droit à la sécurité, 4) du droit à l'information, et 5) des droits des paysan-ne-s.

21 juin 2008

Plus de 3000 citoyen-ne-s manifestent devant l'université de Gadjah Mada (UGM) à Yogyakarta pour dénoncer l'implication de la faculté de foresterie de UGM dans les études biaisées de PT JMI sur les réclamations post-minières.

28 juillet 2008

Le ministère de l'environnement fait une déclaration disant qu'ils ne publieront pas de permis d'extraction tant que PT JMI n'aura pas présenté une étude d'impact environnementale (EIA)

1 août 2008

La commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM) recommande au président d'Indonésie de revoir la copie du contrat pour l'extraction de fer à Kulon Progo. Cette révision doit prendre en compte toutes les dimensions des droits humains, c'est à dire les droits économiques, sociaux, culturels, et politiques.

23 octobre 2008

Les habitant-e-s de 6 villages manifestent contre le permis de projet pilote publié par le régent. Le même jour, le régent révoque les déclarations faites aux médias à propos de la réponse positive du gouvernement central par rapport aux projets d'extraction de fer à Kulon Progo. La manifestation occupe le terrain du parlement, et force finalement le passage pour occuper le bâtiment.

25 octobre 2008

L'occupation des bâtiments du parlement par les habitant-e-s se termine sans que rien ne soit résolu, au grand désappointement des paysan-ne-s. Les habitant-e-s retournent chez elleux pour cultiver leur terre.

27 octobre 2008

300 mercenaires, escortés par la police locale, envahissent les villages environnants, vont de villages en village en détruisant et incendiant tout, aussi bien les postes (places de repos pour les paysan-ne-s lorsqu'il-le-s sont dans les champs : pour qu'il-le-s puissent se reposer à l'ombre quand il-le-s sont fatigué-e-s) qu'une maison et une boutique. La police nie avoir assisté ou permis ces destructions. Le but de ces actes était de forcer les villageois-e-s à se battre et à suivre les responsables de ces destruction pour qu'il-le-s (les paysan-ne-s) se fassent arrêter.

17 novembre 2008

il commence à y avoir des rapports à propos de cultures qui n'ont pas poussé à proximité du projet pilote.

21 novembre 2008

Des barrages routiers sont à nouveau installés pour empêcher les

au sein de la communauté. Ce n'est pas juste pour les mouvements de paysan-ne-s, c'est important pour tous les mouvements, des mouvements de travailleur-euse-s à tous les autres. Les questions agraires en Indonésie sont souvent laissées aux politiciens et aux ONG, qui les ont typiquement ruinées. Nous combattons indépendamment. Et l'importance des trois choses que je mentionnais dans notre conversation plus tôt. La construction de la force d'une société par la base: nous devons réaliser que cette lutte est la nôtre. La seconde, comment faire un réseau avec des amies qui s'intéressent réellement et veulent réfléchir ensemble pour le bien du peuple ? Nous avons ouvert la campagne de réseau à l'extérieur, parce que cette question est une question qui nous concerne tou-te-s. C'est pourquoi il est important de construire un réseau fort. Mais il faut être attentif, et ne pas laisser ces «relais de réseau» devenir des «gestionnaires». Nous devons simplement utiliser notre logique et notre bon sens pour analyser le but des personnes qui vont dans les zones de conflits. La troisième chose est, nous avons besoin d'avocats, qui quand nous sommes au contact de la loi, peuvent nous soutenir. Pour que les personnes coincées par la loi puissent y sentir plus de contenu, même s'il y a de grandes probabilités pour que nous perdions le procès de toutes façons. Si nous voulons gagner, nous devons utiliser les lois traditionnelles, et nos propres règles entre paysan-ne-s pour résoudre les problèmes avec quiconque.

13. Un dernier mot d'encouragement ?

Cette lutte est notre lutte. Nous ne la donnerons jamais à personne d'autre, et nous continuerons à refuser les projets de mines, quelque soit le temps que ça prendra, et jusqu'au bout !

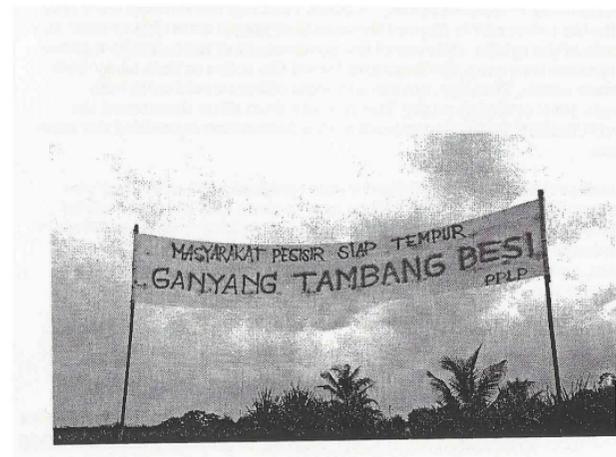


gouvernement, devant le régent, devant le gouvernement de Yogyakarta. Une fois, on est même allée à la Maison des Représentants. Ensuite, en parlant de ça, j'oublie aussi combien de fois on leur a écrit, et même au président, 2 ou 3 fois. On n'a jamais su si ces lettres ont été juste écartées, ou utilisées pour envelopper de la nourriture. Je crois aussi que le président ne se préoccupe pas de lire la lettre d'un paysan. C'est une preuve qu'aujourd'hui, on ne peut pas attendre d'un processus légal qu'il nous aide, tout ça n'est que de la théorie. Je peux parler comme ça, parce que je l'ai prouvé moi-même, les nombreuses fois où nous avons écrit des lettres, fait des actions légales, parlé au gouvernement, c'était complètement absurde. Ils promettent, mais il n'y a pas de réalité, même la Maison des Représentants... oui, j'y ai été 5 fois peut-être, ils font juste des promesses vides. Même quand ils viennent ici (à Kulon Progo), plutôt que de venir voir le destin de leur peuple, le comité de la Maison des Représentants est en fait venu voir comment l'extraction pouvait bien se faire, pas pour défendre les intérêts de la société civile. Donc nous ne croyons pas à une lutte formelle légale, parce que ça ne marche pas, nous avons essayé. De plus, je crois que les intentions des ONG ne sont pas claires, parce que ce que j'ai vu, c'est qu'elles ne soutenaient pas notre opposition à la mine, à la place, elles proposaient de négocier une solution "gagnant-gagnant", un " gagnant-gagnant" pour le pays et les investisseurs, ce qui n'est pas bénéfique pour notre société. Donc nous ne pouvons jamais leur faire réellement confiance. Et il y a des preuves que des ONG ont laissé tomber d'autres paysan-ne-s qui luttait en Indonésie. Si elles décrivent ces luttes comme des succès, c'est faux, car les paysan-ne-s ne peuvent plus être complètement indépendant-e-s pour mener leur vie comme il-le-s veulent.

12. Dernière question, quelles sont les meilleures choses à faire, autant pour les paysan-ne-s de Kulon Progo que pour les mouvements en général qui se battent toujours contre l'oppression ?

C'est en réalité une réponse simple en terme de mots. Nous ne devrions jamais laisser notre destin à d'autres. Ce qui détermine notre destinée nous appartient, et à personne d'autre, ni à un parlement, ni aux bureaucrates, ni aux politiciens, et particulièrement pas aux ONG. Nous ne permettrons pas qu'elle leur soit donnée. Notre lutte est nous appartient. Nous la partageons avec qui veut, nous sommes très ouverts, parce que c'est un des buts de la campagne d'information. Mais la prise de décision, cela se fait

véhicules de la mine de passer.



2009

18 janvier 2009

Les habitant-e-s commencent à reconstruire après les destructions commises. La reconstruction d'un poste peut coûter jusqu'à un mois de salaire pour un-e paysan-ne.

17 mars 2009

les citoyen-ne-s bloquent l'autoroute dans le village Daendels pour empêcher la visite du ministre des affaires maritimes et de la pêche

25 mars 2009

PPLP envoie une lettre détaillant les informations complètes du projet d'extraction, ainsi que les plaintes des paysan-ne-s au président d'Indonésie, et à de nombreux ministres. (ils ne reçoivent aucune réponse)

30 mars 2009

Le sultan de Yogyakarta annonce publiquement que le projet de mine de fer a été réalisé.

21 juillet 2009

Des milliers de personnes manifestent contre l'inaction de la police face aux incendies criminels et aux destructions commises par des mercenaires en octobre 2008

31 juillet 2009

PPLP et d'autres paysan-ne-s présentent une nouvelle fois tous les détails des raisons pour lesquelles il-le-s refusent l'extraction sur leur terre. Il-le-s soulignent une fois de plus les impacts négatifs sur l'économie, l'agriculture, la culture et la vie sociale.

9- 20 août 2009

Des gens affichent des tableaux et des panneaux dans tous les villages alentours, détaillant la corruption, les projets de mines, et les raisons de refuser les mines en question.

24 août 2009

L'étude d'impact environnemental commence dans la zone de Kulon Progo. Les habitant-e-s manifestent dans les rues avec des pancartes et des banderoles sur lesquelles on peut lire «30 ans du destin des habitant-e-s du littoral sont en jeu. Vous qui faites l'étude d'impact environnemental, travaillez avec professionnalisme et objectivité»

20 octobre 2009

PPLP et d'autres personnes se rassemblent devant le bureau du gouvernement à Wates. Il y a une rencontre arrangée entre les paysan-ne-s, le gouvernement, et la société minière. Alors que beaucoup de paysan-ne-s ont une invitation officielle pour cette rencontre, l'accès est refusé à la plupart, certain-e-s à cause de leur affiliation à PPLP. En attendant, beaucoup de gens font face aux barricades de la police et ne peuvent pas entrer. 11 h: dans le rassemblement, il y a des affrontements entre la police et des paysan-ne-s sans arme, et des habitant-e-s. La police les pousse avec leur bouclier, mais les paysan-ne-s continuent à répliquer à main nues. La police commence bizarrement à ouvrir le feu. Les gens ramassent des pierres et les jettent sur la police. La police tire des gaz lacrymogènes dans la foule, plusieurs fois. Les habitant-e-s sont repoussé-e-s dans la rue par les gaz lacrymogènes, mais la police continue à tirer même quand les personnes se sont retirées.

10 novembre 2009

5 experts gouvernementaux en loi, développement, affaires et finances, gouvernance et ressources sociales et humaines étudient les projets d'extractions de fer. Un des experts, Musodo, montre que l'extraction va faire disparaître complètement les moyens de subsistance des habitant-e-s, en créant un chômage massif à tous les niveaux.



Widodo dans sa ferme

En plus de tout ça, il y a encore d'autres problèmes, comme à Porong, la coulée de boue de Sidoarjo, un bon exemple d'un cas qui a poussé les gens dans la misère et la pauvreté. C'était la résultat d'investisseurs d'une société, pourquoi nous en étonner ? Il y a déjà beaucoup trop d'exemples, et nous ne les aimons pas. Non, nous allons continuer ainsi, cultiver et combattre.

10. On sait que le sultanat de Yogyakarta et Pakualaman a un intérêt dans ce projet d'extraction de sable ferreux, parce les membres de la famille royale ont non seulement une position importante dans l'entreprise PT JMI (Jogja Magasa International), mais ils font aussi partie des actionnaires. D'un autre côté, beaucoup de gens croient encore que le rôle du palais est de protéger la société et d'assurer la justice. Mais cette image est faussée par les preuves de leur implication dans l'extraction de mine qui va déporter des milliers de paysan-ne-s de la côte de Kulon Progo. Qu'est ce que tu en penses ?

Qu'est ce que c'est le palais ? C'est une institution qui ne veut clairement plus rien dire d'après moi. Quand ils parlent de culture, ils disent ce qu'ils veulent, mais nous devons faire face au fait que le palais est simplement un symbole pour cacher une institution périmée qui s'effondre. Beaucoup de gens voient encore le palais comme le symbole d'un empire ouvert et juste, mais ça sert seulement à essayer de dissimuler la vérité pourrissante. La réalité, c'est que le palais et les gens qui y sont veulent clairement expulser les habitant-e-s de Kulon Progo de leurs terres. Des gens qui sont leur propre peuple, qu'ils ont un jour jurer de protéger. Pour nous, c'est seulement une preuve de plus que leur pouvoir est simplement utilisé comme un moyen d'exploitation. Quand ils proclament que c'est pour distribuer la prospérité équitablement parmi le peuple. Ah ... je ne l'ai jamais cru.

11. Est ce que tu peux nous expliquer les formes et les processus de la lutte des paysan-ne-s de la côté à Kulon Progo inclus dans PPLP qui ont été utilisées ces 7 dernières années ?

Il y en a beaucoup. J'oublie même combien de fois les paysan-ne-s ont manifesté contre le gouvernement. Nous avons pris les routes avec des manifestations pour demander aux agences gouvernementales d'au moins écouter nos protestations, d'entendre les voix du peuple. Mais oui, jusqu'à ce jour, ils ont toujours insisté pour continuer le projet de mines. Par exemple, nous avons déjà fait de nombreux rassemblement devant le district de Kulon Progo dirigé par le

2 décembre 2009

Tukiyo est accusé de diffamation à l'encontre de la compagnie minière pour avoir demandé avec des paysan-ne-s du village de Bedoyo des informations et des données sur la terre, et pour avoir enquêté pour savoir si oui ou non il y avait manipulation des données fournies.

10 décembre 2009

PPLP et d'autres personnes célèbrent la journée des droits de l'homme en manifestant. Des pancartes, dont une affichant «le peuple ne cessera pas de combattre; nous continuons à refuser les mines», et des douzaines d'autres sont installées à travers les villages de Kulon Progo.

29 décembre 2009

PPLP et des citoyen-ne-s marchent sur le parlement de Kulon Progo. Il-le-s demandent la disparition du comité spécial de Kulon Progo pour la mine.

2010 - 2011

Avril 2010

Les habitant-e-s envoient une lettre refusant le projet d'extraction de minerai de fer au président de l'Indonésie.

Mai 2010

Les habitant-e-s envoient une lettre au parlement pour demander au parlement de Yogyakarta d'enquêter sur des allégations de scandales dans le processus d'élaboration législatif

15 décembre 2010

Une action de rassemblement contre l'extraction de sable ferreux coïncide avec l'évaluation des documents de l'étude d'impact environnemental.

16 décembre 2010

Action des paysan-ne-s: prise d'otages de 6 voitures appartenant aux investisseurs et destruction d'une partie des voitures.

17 décembre 2010

Action de paysan-ne-s et d'autres à Gupit pour fermer le projet pilote de mine, après 3 ans de fonctionnement sans aucune

précaution par rapport à l'environnement.

9 février 2011

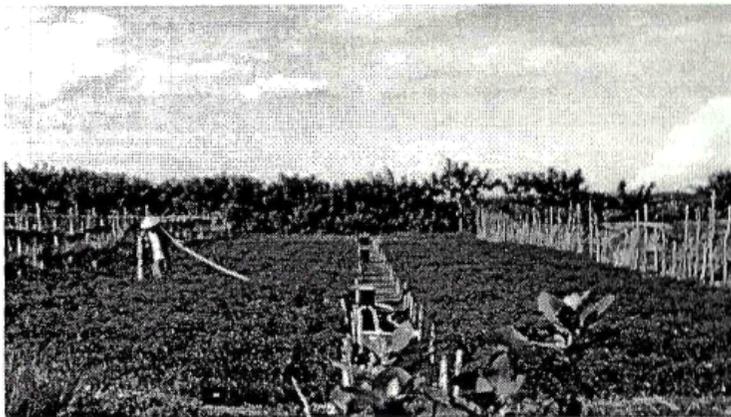
la commission nationale des droits de l'homme, dans le village de Bugel, recommande une médiation pour évaluer les intérêts de toutes les parties impliquées.

1 mai 2011

enlèvement de Tukijo par la police locale (voir la chronologie un peu plus loin dans cette brochure pour plus d'informations sur Tukijo)

13 juillet 2012

Même si ceci conclue cette chronologie, la lutte continue jusqu'à aujourd'hui, avec des actions légales en cours, des manifestations, et des projets communautaires, contre l'extraction minière et contre la détention illégale du paysan Tukijo



9. Tu affirmes ne pas croire que les investissements peuvent apporter la prospérité. Est ce qu'il n'y a pas des gens qui croient que les investissements peuvent apporter la prospérité, l'abondance économique ? Pourquoi tu n'y crois pas ?

Qui le dit ? Quelle version de l'histoire est-ce ? Je peux savoir ? Qui peut dire une chose pareille ? Uniquement, certainement, les personnes qui dirigent, les employé-e-s et les gens qui lèchent le cul des dirigeants, les investisseurs et les hommes d'affaires. Ce ne sont pas des combattants pour une vie indépendante. Où est la mine qui peut aider des petites gens comme moi à prospérer ? Il n'y en a pas. De plus, en parlant du pays, qu'est ce qu'il fait réellement ? Ils font juste des règles et des lois, emprisonnent les personnes qui luttent, comme Tukijo. Ça ne peut nous profiter en aucune manière. Donc, les personnes qui parlent comme ça, sont seulement crédules. Il n'y a jamais eu aucune preuve que quand une mine ouvre à un endroit, cela continue à être prospère pour les gens qui y vivent. On dit que Freeport est toujours prospère, mais la réalité n'est pas comme ça. Oui, ça rend les propriétaires de société prospères, ceux qui ont déjà de l'argent, qui ont une position élevée dans l'entreprise. Ils sont prospères. Les personnes qui possédaient la terre là-bas ont été expulsés. Et nous ne voulons pas être comme ça. Nous voulons l'indépendance sur nos propres terres. Je suis plus confiant quand je cultive ma propre terre, parce que c'est plus concret. Pas besoin d'utiliser telle ou telle règle, qui est fixée par une théorie. Ce qu'il y a, c'est que nos vies sont prospères et sûres. Sauf qu'aujourd'hui, les autorités et les financiers veulent nous expulser. Mais nous allons rester et combattre jusqu'au bout. Ça ne finit pas simplement ici. En fait, quand j'étais à Lumajang, Java de l'Est, les paysan-ne-s étaient déjà prospères et en sécurité là-bas. Il-le-s avaient été capables de trouver un mode de vie selon leur propre modèle, et en accord avec le bien-être qu'il-le-s voulaient et attendaient. Mais là encore, il était question que leurs vies soient détruites par l'état et les investisseurs. C'est un exemple que j'ai vu réellement par moi-même. Un autre exemple est à Kebumen, il y avait des paysan-ne-s côtier-ré-s qui vivaient de manière indépendante en cultivant. Mais là, la TNI (armée indonésienne) a déclaré, unilatéralement, que cette terre était un territoire militaire. Alors qu'il est clair que cette terre est une terre pour l'usage des gens, ça a déjà été certifié. C'est une chose étrange et marrante. Donc, c'est pour ça. Je n'ai jamais cru à ce qu'on appelle "pays ou état", parce que c'est habituellement utilisé uniquement pour protéger les investisseurs plutôt que pour protéger les communautés ou les gens.

draguée, par exemple, c'est comme si nous donnions notre vie à d'autres. La vie des paysan-ne-s serait remise aux mains des sociétés minières. Donc nous croyons que la lutte contre la mine de sable ferreux va continuer, tant qu'il le faut, tant qu'il le faut !

8. Pourquoi tu penses ou tu crois que les paysan-ne-s sont aussi prêt-e-s ou volontaires pour combattre pour leurs terres ? Qu'est ce que signifie «la terre» pour un fermier de Progo Ouest ?

C'est une question de base. L'explication est très vaste à mon avis. Parce que notre terre est notre vie, comme je disais tout à l'heure. Cette vie ne peut pas être échangée contre autre chose. De plus, ce qui est promis par les investisseurs et le gouvernement ne pourra pas nous donner la prospérité, c'est clair. Maintenant, quand nous parlons de terre, nous parlons aussi de vie. Quand nous parlons de vie, nous parlons de tout ce qui est social, culturel, environnemental, tout est relié les uns aux autres. C'est comme ça, on peut aussi dire que notre paix et notre prospérité ne peuvent pas se mesurer. De plus, l'évaluation de la prospérité est faite selon la version de ce pays ou des riches. Ça ne peut pas être pour le citoyen moyen. Même si chaque jour on nous dit de continuer, d'aller ailleurs. Nous nous sentons déjà en paix avec cette vie, même si notre version de la richesse ne correspond pas à leurs standards.



Entretien : Widodo

Widodo est un des paysans de Kulon Progo qui a décidé, comme de nombreux autres jeunes de l'Indonésie rurale, de partir à l'étranger comme travailleur immigré. Cependant, lorsque le rivage du sud de Kulon Progo est devenu verdoyant et a commencé à produire des récoltes saines et abondantes grâce à la détermination et au travail des habitant-e-s, lui, comme de nombreux autres jeunes, est revenu chez lui pour aider sa famille à continuer les traditions ancestrales : la culture vivrière. Widodo s'est joint à des milliers d'autres sous le parapluie de PPLP pour continuer à lutter contre la soif de pouvoir et l'avidité capitaliste des sociétés minières.

1. Comment tu te sens par rapport à l'état actuel de la lutte des paysan-ne-s à Kulon Progo ?

En général, il y a beaucoup de chose ressenties dans cette lutte. Nous avons appris que la défense de notre terre est très importante pour nos vies. En fait, quand on parle de combat, la logique de l'étude est très importante. Le second sentiment est un sentiment de déprime. Déprime, parce que nos vies sont normalement très bien, paisibles et relaxantes. Malgré ça, l'état produit une pression morale et physique sur nous, pour que nous puissions seulement nous réjouir d'une vie que nous ne voulons pas. Enfin, nous pouvons tirer beaucoup de bénéfices de la lutte de la communauté côtière de Kulon Progo.

2. Est que tu penses que PPLP (association des paysan-ne-s du littoral) à Kulon Progo a le soutien et la solidarité dont elle a besoin d'autres paysan-ne-s d'Indonésie ou d'autres personnes dans le monde dans son combat contre l'extraction minière ?

Relativement, oui, en fait, nous avons déjà beaucoup de soutiens d'autres paysan-ne-s, mais à notre avis, il en faudrait encore plus. Notre souhait est que les gens réalisent que la lutte à Kulon Progo est aussi celle de tou-te-s les paysan-ne-s d'Indonésie. Nous devons augmenter la prise de conscience que d'autres paysan-ne-s n'ont peut-être pas encore : il n'est pas seulement question de Kulon Progo, beaucoup d'autres paysan-ne-s rencontrent aussi ce type de combats. Mais pour dire s'il y a ou non beaucoup de solidarité, nous en manquons encore. Aussi, pour la solidarité internationale, en réalité il y en a beaucoup. Nous sentons que la pression internationale est très importante. Ça peut grandement aider notre

mouvement ici. Cependant, nous n'avons pas été satisfait parce que la lutte n'a pas réussi à 100 %. Donc, tout ceci n'est pas encore assez, autant en terme de solidarité locale qu'internationale.

3. A ton avis, est ce que c'est à cause d'un manque de soutien plus fort des mouvements paysans locaux pour la lutte des paysan-ne-s du Progo Ouest, ou d'un manque de soutien d'autres groupes ?

Il y a beaucoup de raisons, parce que je vois qu'ici, en Indonésie, on n'a pas une sorte de mouvement de paysan-ne-s complètement indépendant. Je vois que dans chaque lutte paysanne, il y a d'autres forces qui veulent en réalité contrôler le mouvement. Quand nous voulons mettre en place des réseaux, des solidarités mutuelles, c'est comme s'il y avait un tyran qui nous bloquait le passage. Même si ce n'est rien. Je vois ça habituellement dans les mouvements, c'est pourquoi je pense que le PPLP a de la valeur, je pense que personne ne le contrôle.

4. De ton point de vue, quelle est la chose la plus importante sur laquelle les paysan-ne-s doivent se concentrer dans cette lutte contre l'extraction de sables ferreux .

Il y a trois choses qui sont les bases de notre lutte. D'abord, le point le plus important pour nous est de maintenir nos moyens de subsistance: planter et récolter, parce que si nous les abandonnons, nous ne sommes plus des paysan-ne-s, nous perdons notre identité. C'est ça, le plus important. La seconde chose est de se concentrer sur comment faire savoir qu'une lutte contre l'oppression est en cours. Pour ça, c'est important pour nous de construire un réseau. Tout le monde doit savoir, partout, ce qu'il se passe à Kulon Progo. La troisième chose que nous devons faire pour résister à l'oppression et défendre nos droits, est d'être toujours en contact avec la loi formelle. Cela nécessite un avocat. Quand, par exemple, nous réussissons à réunir les éléments d'une affaire, les avocats peuvent jouer un rôle important. Même si je n'ai aucun doute, même un bon avocat peut perdre.

5. Comment tu crois que le projet d'extraction de sable ferreux va affecter les générations futures ?

Je crois que ça va avoir beaucoup d'influence. Pas seulement pour les futures générations de paysan-ne-s. Mais ça va aussi avoir de l'influence sur tous les aspects de la vie sur la côté, ici, parce que ça va tout changer. Aujourd'hui, nous avons une belle ferme. Nous

pouvons tou-te-s nous réunir, nous pouvons interagir avec d'autres fermiers. Nous mettons en place une vie harmonieuse. La vie sociale y est bonne. Mais si la mine est ouverte, tout sera détruit. Ça va affecter tous les aspects de la vie sociale, et les autres aspects de la vie. Pour protéger cela, nous avons toujours dit que cette histoire est notre histoire à tou-te-s, à la communauté entière. Donc, des plus vieilles aux plus jeunes générations, même les enfants, aujourd'hui et pour toujours, tout le monde doit apprendre comment assurer durablement nos conditions de vie. Les questions de régénération, etc, on va toujours les enseigner par la nature. Nous devons être capable de leur enseigner qu'une agriculture locale, indépendante, est essentielle à la vie, parce que ça ne détruit pas la nature, ça ne détruit pas l'environnement, et ainsi de suite.

6. Est ce que tu peux nous dire un peu les risques pour l'environnement de ce projet de mine de sables ferreux ?

Bien, c'est une grande question. Et en fait, c'est assez fréquent que les gens ne le sachent pas. C'est une plage. S'il y a une mine, clairement, les écosystèmes côtiers vont être détruits. Nous ne savons pas ce qu'il se passera quand ces écosystèmes seront détruits, quand il y aura des catastrophes naturelles, comme des ouragans, des raz-de-marée, des tsunamis ou des tremblements de terre. Leurs fonctions sont importantes pour le maintien des activités vitales, et peut réduire les dégâts des catastrophes naturelles. Nous vivons ici, et nous sommes protégé par la nature. Quand la nature sera détruite, qui protégera la vie sur la plage et sur terre ? Ça, c'est pour la destruction de l'environnement. Il y aura encore plus de destruction sociale, comme je le disais précédemment, particulièrement la destruction de l'économie locale. Avec la venue d'investisseurs, il y aura certainement beaucoup d'argent. C'est la population indigène qui va être détruite par tout ça. Parce que les investisseurs ne pensent pas à la vie sociale, ils pensent seulement à comment leur investissement va grossir et faire le plus de bénéfices. Ils pensent comme ça. C'est ce qu'on appelle le capitalisme.

7. C'est une longue lutte, qui dure déjà, en fait, depuis 7 ans, est ce que tu penses que cette lutte populaire va continuer dans les années à venir ?

Je crois que ça va continuer comme ça. Parce que j'aime ma terre, je pense que ma terre est ma vie. Et je crois que toute la population de la côté pense de la même façon. Donc, quand cette terre est creusée,